



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité département de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

Nantes, le 08/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NANTES METROPOLE – MIN de Nantes

2 cours du Champ de Mars
44000 Nantes

Références : N2-2023-1250

Code AIOT : 0006309343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement NANTES METROPOLE – MIN de Nantes implanté ZAC de la Brosse 44400 Rezé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NANTES METROPOLE – MIN de Nantes
- ZAC de la Brosse 44400 Rezé
- Code AIOT : 0006309343
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le marché d'intérêt national (MIN) de Nantes métropole est un service public dont la mission est de permettre l'approvisionnement des commerces de proximité, marchés, restaurants, hôtels, cafés, ainsi que l'organisation et la sécurisation des circuits de distribution des produits agricoles et alimentaires dans un secteur concurrentiel. C'est un marché de gros réservé aux professionnels (producteur, importateur, restaurateurs, grossistes et commerçants détaillants).

Le MIN de Nantes métropole est la propriété de NANTES METROPOLE.

La SEMMINN est le gestionnaire dans le cadre d'une DSP (Délégation de Service Public).

Le MIN de Nantes métropole a été ouvert en février 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- présentation du site ;
- situation administrative : mise à jour du classement dans la nomenclature ICPE suite aux évolutions de la nomenclature (notamment la rubrique 1510) ;
- étude de non ruine en chaîne ;
- murs séparatifs coupe-feu ;
- dimension des cellules ;
- détection incendie ;
- moyens de défense contre l'incendie ;
- plan de défense contre l'incendie (applicable à compter du 31/12/2023) ;
- exercice de défense contre l'incendie ;
- formation en cas de sinistre ;
- confinement des eaux d'extinction ;
- accessibilité au site ;
- voie engins ;
- aires de mise en station des moyens aériens ;
- désenfumage des bâtiments B2 et B3 ;
- propreté.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative – demande de bénéfice de l'antériorité	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1	Sans objet
2	Non ruine en chaîne	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 4	Sans objet
3	Murs séparatifs coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 4	Sans objet
5	détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 12	Sans objet
6	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Sans objet
10	confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 11	Sans objet
16	Conformité au dossier de demande d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 22/02/2018, article 2	Sans objet
17	Conformité au dossier de demande d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 22/02/2018, article 2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	dimension des cellules	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 7	Sans objet
7	plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
8	exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Sans objet
9	Formation en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Sans objet
11	accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 3.1	Sans objet
12	voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 3.2	Sans objet
13	aire de mise en station des moyens aériens	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 3.3	Sans objet
14	désenfumage des bâtiments B2 et B3	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II et V.III – point 5	Sans objet
15	propreté	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le respect de plusieurs prescriptions réglementaires doit être justifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative – demande de bénéfice de l'antériorité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1
Thème(s) : Situation administrative, entrepôts
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.
Constats : L'établissement a été enregistré par AP du 01/08/2016 complété le 22/02/2018 dans les rubriques 1510, 1511, 2220 et 2221. Il est soumis à déclaration dans les rubriques 2663, 2925, 4735, 4802. Certaines de ces rubriques ont évolué depuis ces arrêtés préfectoraux. Notamment, les règles de classement des entrepôts ont été modifiées. L'exploitant doit mettre à jour son classement dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Pour cela, il doit utiliser le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (https://aida.ineris.fr/guides/entrepots). Il veillera à préciser quelles sont les annexes de cet arrêté ministériel applicables à ses installations et à fournir un bilan de conformité à cet arrêté ministériel.
Observations :

Le marché d'intérêt national (MIN) de Nantes métropole est la propriété de NANTES METROPOLE, qui est également le bénéficiaire de l'arrêté d'enregistrement autorisant le fonctionnement du site au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La SEMMINN est le gestionnaire dans le cadre d'une DSP (Délégation de Service Public).

La SEMMINN a transmis et commenté une présentation du MIN qui n'est pas reprise dans le présent rapport.

Le MIN fonctionne comme une surface commerciale accessible uniquement aux professionnels. Les cellules commerciales sont louées à des professionnels et sont donc considérées comme des parties privatives. L'établissement est un ERT (établissement recevant des travailleurs) comportant 3 ERP (établissement recevant du public).

Bien que la rubrique 1510 exclut les ERP, le MIN a été classé dans la rubrique 1510 (après l'inspection, il a pu être vérifié que le MIN de Rungis était également classé 1510).

En pratique, la SEMMINN s'occupe des contrôles réglementaires applicables aux parties communes. Chaque locataire est responsable des contrôles réglementaires de sa partie privative. La SEMMINN va néanmoins mettre en place un suivi des contrôles de sécurité réalisés par les locataires à l'aide d'un nouvel outil : registre securite.com.

La désignation des bâtiments a été modifiée par rapport à celle utilisée dans le dossier d'enregistrement.

Un plan avec la bonne désignation des bâtiments est à transmettre à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Non ruine en chaîne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 4

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'étude technique de non ruine en chaîne.

L'exploitant doit transmettre un document justifiant le respect de cette prescription.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Murs séparatifs coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 4

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les murs séparatifs entre deux cellules sont au moins REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport établi par SOCOTEC du 19/10/2020 qui porte sur l'ensemble des contrôles réalisés lors de la phase de construction. Ce rapport conclut que toutes les observations formulées ont été levées. Il ne mentionne pas explicitement que les murs séparatifs sont bien REI120.

L'exploitant doit justifier que les murs séparatifs sont REI120.

Il a été constaté que le mur séparatif entre les bâtiments B2 et B3 était bien prolongé perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : dimension des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 7

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.

Constats :

L'exploitant a présenté des plans extraits du DOE (dossier des ouvrages exécutés) montrant que les cellules B1, B2, B3 et B5 ont bien une surface inférieure à 3 000 m².

L'exploitant a déclaré que les autres cellules respectent bien cette surface maximale.

Le site n'est pas équipé de sprinklage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 12

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

L'exploitant a présenté son dispositif de détection automatique d'incendie.

L'exploitant a indiqué que chaque locataire est responsable du contrôle de ses détecteurs.

L'exploitant a présenté un rapport de maintenance établi par Siemens du 4/09/2023. Ce rapport

comporte plusieurs observations dont plusieurs portent sur l'implantation des détecteurs.
Toutes les remarques doivent être traitées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

« En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a présenté ses moyens de défense contre l'incendie (extincteurs, RIA, poteaux incendie, réserve d'eau de 660 m³).

L'exploitant a indiqué que chaque locataire est responsable de ses propres moyens.

L'exploitant a présenté un extrait de son registre des contrôles :

- les extincteurs, les RIA et les colonnes sèches ont été vérifiés par la société APS le 28/11/2023

- l'alimentation en eau a été contrôlée par Socotec le 16/11/2023

L'exploitant doit justifier que les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le site est surveillé 24h/24, 7j/7 par des agents de sécurité.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »

Constats :

Cette prescription a été rappelée à l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir réalisé des exercices de défense contre l'incendie le 26/05/2021, le 13/10/2022 et le 27/09/2023. Un extrait de compte-rendu a été présenté pour l'exercice du 26/05/2021.

Une visite du site par des officiers du SDIS a été réalisée le 5/12/2023.

L'exploitant a indiqué que chaque locataire est responsable de l'évacuation de son personnel.

Il est rappelé que chaque exercice doit faire l'objet d'un compte-rendu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »

Constats :

L'exploitant a présenté son tableau de suivi des formations des agents de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 11

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Constats :

Le volume nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction incendie a été évalué à 2380 m³. Ce confinement est assuré par le réseau des eaux pluviales et par 2 réservoirs enterrés sous le bâtiment A.

L'exploitant doit justifier la disponibilité du volume nécessaire.

Deux vannes de confinement permettent d'isoler les réseaux EU et EP.

L'exploitant a présenté la fiche réflexe à disposition des agents de sécurité pour la manipulation de ces vannes.

Un test de fermeture de la vanne EP a été fait.

L'exploitant doit justifier que cette vanne est étanche.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site. »

Constats :

Le site dispose de 3 moyens d'accès au site pour les secours.
Aucune gêne n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Une voie "engins", dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.

Aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès à l'installation ou aux aires de mise en station des moyens aériens.

Constats :

La voie engin est dégagée. Aucun obstacle n'a été constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : aire de mise en station des moyens aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III – point 3.3

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras élévateurs articulés. Cette aire de mise en station des moyens aériens est directement accessible depuis la voie engin définie au 3.2.

aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment

Constats :

Aucune aire de mise en station des moyens aériens n'est présente. En revanche, la voie engin est large et elle permet la mise en station des moyens aériens.

L'exploitant a déclaré que le SDIS n'a fait aucune remarque sur ce sujet lors de ses visites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : désenfumage des bâtiments B2 et B3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II et V.III – point 5

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Constats :

Le respect de cette prescription a été contrôlé dans la cellule B3.

La présence d'un écran de cantonnement a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Constats :

Les parties du site visitées sont dans un bon état de propreté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Conformité au dossier de demande d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2018, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant accompagnant sa demande du 3 mai 2016 ainsi que le dossier de porter à connaissance du 5 octobre 2017.

Constats :

Dans le porter à connaissance du 5/10/2017, il est indiqué que la cellule située au Nord du bâtiment B2 n'accueillera aucune activité de stockage classée 1510 ou 1511 et que la cellule aura une surface supérieure à 3 000 m².

Il a été constaté que cette cellule accueille un magasin, et différents stockages dans des locaux dont des chambres froides.

La situation observée ne correspond pas à ce qui a été indiqué dans le porter à connaissance.

L'exploitant doit régulariser sa situation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 17 : Conformité au dossier de demande d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2018, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans

et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant accompagnant sa demande du 3 mai 2016 ainsi que le dossier de porter à connaissance du 5 octobre 2017.

Constats :

Dans le porter à connaissance du 5/10/2017, il est indiqué que le volume de polystyrène stocké dans le bâtiment B4 est inférieur à 200 m³.

Il a été constaté la présence de caisses en polystyrène contenant des crevettes. Le volume de polystyrène n'a pas pu être évalué.

L'exploitant doit justifier que le volume de polystyrène présent est inférieur à 200 m³.

Type de suites proposées : Susceptible de suites